

Communiqué de presse

Journée mondiale du cacao et du café

Le prix juste des matières premières agricoles : un levier clé pour assurer un revenu minimum vital aux producteurs

Alors que les agriculteurs et populations rurales ont été fortement impactés par la crise du Covid-19, l'association Max Havelaar France, pionnière du commerce équitable, réunit le 1er octobre les acteurs du secteur (distributeurs, entreprises, ONG, décideurs institutionnels et monde de la recherche) pour promouvoir les solutions concrètes, ayant fait leurs preuves à grande échelle et duplicables à court terme : les mécanismes anti-pauvreté du commerce équitable (*prix garanti* et *prime de développement*) constituent un socle efficace de résilience des filières agricoles, pour des conditions de vie meilleures des producteurs et la poursuite du revenu décent pour toutes et tous promu par les Nations unies.

Une journée mondiale qui marque le succès de la production de café et du cacao équitables

Peu connue des consommateurs français, le 1er octobre marque la Journée Internationale du Café et du Cacao, deux filières historiques du commerce équitable et deux denrées du quotidien à fort attachement pour les Français. Max Havelaar France a choisi cette année de mettre en lumière des enjeux structurels, notamment le prix au producteur, afin de répondre de façon systémique au développement non-durable des chaînes de valeur agricoles. L'ONG impose un *prix minimum* pour apposer son label, et ce mécanisme protecteur connait un succès croissant auprès d'environ un million de producteurs des deux denrées. 745.000 tonnes de café et 536.000 tonnes de cacao -environ 10% de la production mondiale - sont ainsi certifiées équitables dans un contexte où leur prix de marché est dramatiquement bas. « Dans le cas du café, le prix de l'Arabica à la Bourse de New York tourne autour de 1 dollar la livre quand on estime les coûts de production à au moins 1,2\$. Les spéculateurs gagnent actuellement beaucoup sur une denrée qui ne paye pas ceux qui la produisent » indique Blaise Desbordes, directeur de Max Havelaar France.

Toute la production équitable mondiale ne trouve cependant pas preneur. Les consommateurs ont acheté 207.000 tonnes (soit 28% du café équitable produit) selon les derniers chiffres publiés par Fairtrade International¹, et 261.000 tonnes de cacao (la moitié de la production certifiée), le reste devant être vendu à prix conventionnels. « Le marché a beau être dynamique avec 450 nouvelles références équitables en France en 1 an, il reste des quantités importantes de cacao et de café équitables disponibles si les entreprises veulent s'engager » selon Blaise Desbordes.

Des producteurs et travailleurs agricoles particulièrement affectés par les chocs mondiaux

Dépendance à des cours de bourse propices aux logiques de spéculation, vulnérabilité au changement climatique, pratiques commerciales abusives... Les producteurs et travailleurs agricoles font partie des principales victimes de l'absence de régulation de la mondialisation, en particulier dans les pays en développement. Avant la crise du Covid-19, ceux-ci représentaient plus des deux tiers des 820 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire. Cette situation paradoxale s'aggravera en 2020 : les conséquences économiques du Covid-19 pousseront 100 millions de personnes en plus dans l'extrême pauvreté, tandis que 120 millions de personnes supplémentaires se retrouvent en situation d'insécurité alimentaire². Les petites exploitations familiales et paysannes, qui produisent 80% de l'alimentation mondiale, font partie des acteurs économiques les plus vulnérables.

« Déjà forcées de vendre leurs productions à des tarifs dérisoires qui ne couvrent même pas leurs coûts de production (en commerce conventionnel, ndlr.), des milliers de petites exploitations

¹ https://www.fairtrade.net/impact/fairtrade-production-overview

² Estimations issues des travaux de la Banque mondiale et du Programme alimentaire mondial, respectivement.

paysannes et familiales sont aujourd'hui menacées de disparition pure et simple », alerte Valeria Rodriguez, responsable du plaidoyer de l'association Max Havelaar France. « Alors que les mesures visant à contrer la reprise épidémique se renforcent de nouveau un peu partout sur la planète, nous souhaitons mettre en avant des solutions qui ont fait leurs preuves, immédiatement opérationnelles : nous appelons à la généralisation des mécanismes de commerce équitable pour renforcer la résilience des filières agricoles, quelle que soit la géographie ».

Prix justes et revenu minimum vital : des solutions concrètes pour sortir de la crise par le haut

La pandémie du Covid-19 a fait resurgir les débats sur la mise en œuvre d'un revenu minimum vital (parfois nommé revenu universel ou revenu décent) pour couvrir les besoins fondamentaux des individus. Déjà mis en œuvre en Espagne, des expérimentations ont été annoncées en Allemagne et les voix se multiplient pour le mettre en œuvre en France et au Royaume-Uni. A échelle internationale, l'ONU a récemment plaidé pour la mise en œuvre urgente d'un « revenu universel temporaire » pour protéger les 3 milliards de personnes les plus pauvres de la planète des effets de la pandémie du Covid-19. Il s'agit de parer à l'urgence. Selon l'OIT, « 55% des femmes et des hommes au travail ne disposent d'aucune protection sociale. On parle là des travailleurs du secteur informel, des petits producteurs agricoles notamment. Une telle proposition permettrait à court terme de prévenir l'explosion de la très grande pauvreté et de limiter l'impact de la crise. Mais la réponse à moyen terme passe par un revenu et un travail décents pour tous, y compris l'accès à la protection sociale » explique Cyril Cosme, représentant en France de l'Organisation internationale du Travail qui a récemment évalué à 10,7% la diminution du revenu des travailleurs dans le monde et à 17,3% celle du nombre d'heures travaillées, soit l'équivalent de 495 millions d'emplois.

Dans ce contexte, l'ONG Max Havelaar France présentera le 1^{er} octobre les solutions qu'elle propose pour atteindre le revenu décent dans les filières agricoles à l'aune de son expérience du prix minimum, l'une des garanties les plus connues du commerce équitable.

« Le mouvement du commerce équitable a déjà contribué à mettre les enjeux de prix des matières premières et de rémunération des agriculteurs au cœur du débat public. La loi EGalim, adoptée il y a deux ans déjà, avait pour objectif de rééquilibrer les rapports de force économiques au profit des producteurs. De façon transpartisane, nous observons son manque d'effectivité. La juste reconnaissance du travail des agriculteurs ici et ailleurs est notre assurance-vie. Le partage de la valeur et le partage de la terre sont un seul et même combat. », estime Dominique Potier, député de Meurthe-et-Moselle et ancien agriculteur, parrain de l'événement organisé par Max Havelaar France le 1er octobre.

Afin d'alimenter le débat d'idées et de confronter les pratiques existantes à cet égard, plusieurs entreprises interviendront sur la place qu'occupe l'enjeu de rémunération des agriculteurs dans leurs pratiques RSE: la Compagnie fruitière, les cafés Malongo, le distributeur Lidl et le chocolatier hollandais Tony's. Leurs pratiques et points de vue seront confrontés par les porte-paroles des réseaux de producteurs Fairtrade / Max Havelaar en Afrique et en Amérique latine. Les chercheurs américains Richard et Martha Anker, qui ont créé la méthodologie de calcul du revenu minimum vital, reviendront sur ce concept et les bénéfices de long terme qu'il procure aux producteurs et travailleurs agricoles.

Colloque 1er octobre à 14H En présentiel et digital

L'événement aura lieu le jeudi 1er octobre de 14 heures à 17 heures à la Maison de l'Amérique latine et sera retransmis en direct via Zoom.

Inscriptions: https://maxhavelaarfrance.org/actualites/a-la-une/actualites-detail/news/colloque-pour-la-journee-mondiale-du-cacao-et-du-cafe/

L'ONG Max Havelaar France, membre fondateur du mouvement international Fairtrade/Max Havelaar, agit pour un commerce équitable, respectueux des droits humains et de l'environnement. Avec le label Fairtrade/Max Havelaar, elle mobilise les entreprises, les consommateurs et les pouvoirs publics afin de transformer les pratiques et de soutenir les producteurs et travailleurs défavorisés. Elle sensibilise l'opinion publique et milite en faveur d'une économie mondiale éthique et responsable.

Le mouvement Fairtrade/Max Havelaar a immédiatement réagi à la crise en assouplissant le versement de la prime de développement afin de mieux protéger les producteurs de son réseau (financement d'équipements sanitaires et couverture des pertes de revenu des travailleurs agricoles)³ et en créant un fonds spécifique de soutien aux organisations de producteurs.

Le site web de Max Havelaar France est mis à jour régulièrement pour permettre un suivi de l'impact du Covid-19 sur les principales filières équitables en France (fruits, fleurs, cacao/chocolat, sucre, café, thé, coton et textile, riz, épices...) https://maxhavelaarfrance.org/actualites/a-la-une/

CONTACTS PRESSE

Agence Etycom | Aelya NOIRET | 06 52 03 13 47 | <u>a.noiret@etycom.fr</u> Association Max Havelaar France | Augustin BILLETDOUX| 06 99 73 88 84 <u>a.billetdoux@maxhavelaarfrance.org</u>

³ https://maxhavelaarfrance.org/actualites/a-la-une/actualites-detail/news/pandemie-covid-19-des-mesures-de-protection-renforcees-pour-les-producteurs/